



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 39 – 15 décembre 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement britannique précise sa feuille de route pour atteindre l'objectif « 30x30 » pour la protection des écosystèmes terrestres

Climat & Energie

- Le gouvernement abandonne son projet d'expérimentation de chauffage à l'hydrogène
- Le gouvernement lance une consultation sur le *Future Homes Standard*

Environnement

- Le DEFRA précise les modalités d'application de son dispositif de lutte contre la déforestation illégale importée

Industrie

- Le fabricant de semiconducteurs Pragmatic lève 182 M£
- La commission des Affaires étrangères de la Chambre des communes s'inquiète des lacunes de la stratégie britannique sur les minerais critiques

Transports

- Hitachi enregistre une dépréciation de 65 M£ sur la valeur de son usine de Durham dans un contexte de fort ralentissement des commandes de matériel roulant

Fait marquant

Le gouvernement britannique précise sa feuille de route pour atteindre l'objectif « 30x30 » pour la protection des écosystèmes terrestres

Lors du *Nature Day* de la COP 28, le gouvernement britannique a publié une [feuille de route](#) pour l'atteinte de l'objectif « 30 by 30 » en Angleterre fixé par l'accord de Kunming-Montréal. Le gouvernement estime que 8,5 % des terres de l'Angleterre, dont les *Sites of Special Scientific Interest* et les *National Nature Reserves*, contribuent déjà à l'objectif de 30 %, alors qu'un rapport de la Chambre des Lords et du *Climate Change Committee* estimait en juillet 2023 que seulement 6,5 % des terres y contribuaient. Le gouvernement identifie également un potentiel supplémentaire de 26,8 % de terres qui pourraient contribuer à cet objectif (voir la carte ci-dessous). Le ministre en a profité pour rappeler le nouveau paquet de mesures pour la protection de la nature au Royaume-Uni en marge de la COP 28 de Dubaï. Ce paquet comprend notamment la création d'un nouveau parc national, la réalisation de 34 nouveaux projets de restauration de paysages – qui s'ajoutent aux 22 projets déjà soutenus par le gouvernement – et la création de nouvelles forêts.

Par ailleurs, le DEFRA a publié les [résultats de sa consultation ouverte](#) l'an dernier sur l'application du principe « *Marine Net Gain* » dans les eaux anglaises, qui doit s'appliquer à partir de janvier 2024. La feuille de route publiée ne contient toutefois pas de mesures sur l'atteinte de l'objectif « 30 by 30 » pour les écosystèmes marins. Le ministre a également annoncé l'octroi d'un financement de 640 000£ pour soutenir la création d'un *Saltmarsh Code* qui vise à poser les fondations d'un marché de quotas de compensation carbone délivrés par des projets de préservation ou de restauration de prés-salés.

Le chiffre de la semaine

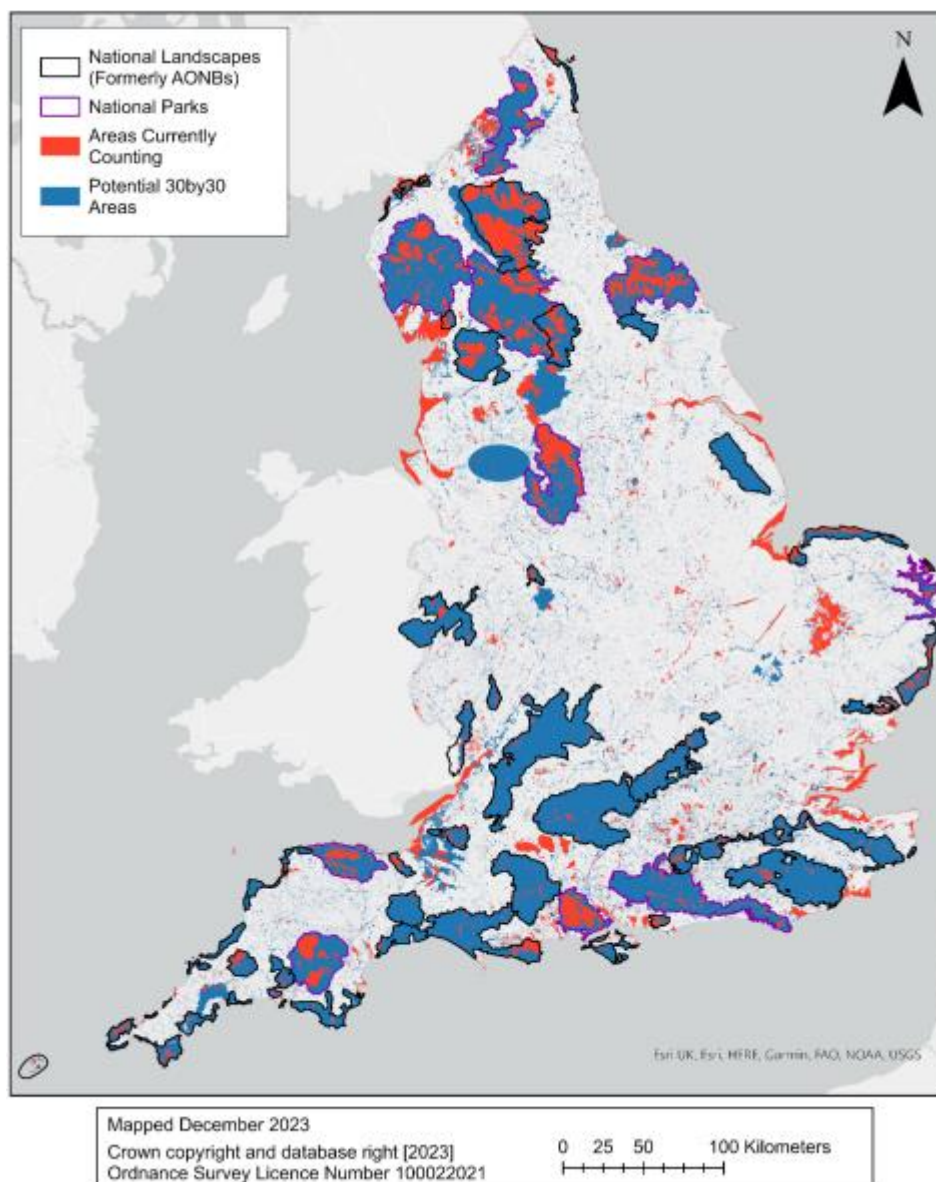
518 Md£ par an

C'est la taille du marché des *clean techs* estimée par l'organisation [Cleantech for UK](#) d'ici 2030.



Le graphique de la semaine





Dans sa [feuille de route](#), le gouvernement britannique identifie un potentiel de 26,8 % de terres supplémentaires qui pourraient contribuer à l'objectif de protéger 30 % des écosystèmes terrestres d'ici 2030 (« 30 by 30 »), alors qu'il estime que 8,5 % des terres anglaises y contribuent déjà.

Flash – Le projet de ligne à haute tension [Eastern Green Link 1](#), censé relier East Lothian en Ecosse au comté de Durham dans le nord de l'Angleterre, a annoncé avoir passé plusieurs marchés d'une valeur totale d'1,8 Md£ sur les 2,5 Md£ d'investissements attendus. Les travaux devraient commencer en 2025.

Flash – La société [Enfinium](#) s'est engagé à investir 800 M£ pour la construction d'un projet de capture et de stockage de carbone sur son incinérateur de Ferrybridge. Cette unité, qui devrait être opérationnelle en 2030, pourra capter 600 000 tonnes de CO2 par an.

Le gouvernement abandonne son projet d'expérimentation de chauffage à l'hydrogène

Le gouvernement a annoncé ce jeudi [abandonner son projet d'expérimentation de chauffage à l'hydrogène](#) qui devait avoir lieu dans la commune de Redcar à partir de 2025. Même si les oppositions locales se faisaient de plus en plus fortes, le gouvernement justifie officiellement sa décision par le manque de disponibilité de l'hydrogène nécessaire. Le projet de production d'hydrogène porté par le pétrolier bp n'a en effet pas reçu le soutien gouvernemental attendu. Le distributeur *Northern Gas Networks* était censé approvisionner 1 800 logements en hydrogène en substitution du gaz naturel. C'est le second projet d'expérimentation de chauffage à hydrogène abandonné par le gouvernement après celui de Whitby en juillet. Le gouvernement indique toutefois continuer à recueillir des retours d'expérience de l'étranger et de l'expérimentation menée à Fife dans l'objectif de prendre une décision finale sur la place de l'hydrogène dans le système de chauffage d'ici 2026.

Le gouvernement lance une consultation sur le *Future Homes Standard*

Le ministère chargé du logement a publié aujourd'hui une [consultation](#) très attendue exposant la manière dont le gouvernement prévoit de mettre en œuvre ses nouvelles normes en matière de maisons et de bâtiments du futur (*Future Homes Standard* et *Future Buildings Standard*). La consultation, qui se déroulera jusqu'au 6 mars 2024, présente plusieurs mesures visant à garantir que toutes les maisons neuves soient « *net zero ready* » à partir de 2025, notamment par l'installation de pompes à chaleur par défaut. Le document indique que de nouvelles réglementations et orientations seront publiées en 2024 et que ces nouvelles normes entreront en vigueur l'année suivante. Le document confirme également que le gouvernement n'a trouvé « *aucun moyen pratique* » d'autoriser simultanément l'installation de chaudières à combustibles fossiles tout en réalisant d'importantes économies de carbone et en proposant des logements « *zéro carbone* ». Il ne s'attend donc pas à ce que le gaz, les pompes à chaleur hybrides et les chaudières à hydrogène répondent aux nouvelles normes, ce qui ouvrirait la voie à une forte augmentation de la demande de pompes à chaleur, de réseaux de chaleur urbains et de systèmes de chauffage électrique. La consultation propose également de fixer les exigences de performance à un niveau qui garantisse que les nouveaux logements et les bâtiments non résidentiels disposent par défaut d'une isolation de haute qualité, et réitère l'attente que les logements puissent intégrer de nouvelles technologies propres. Enfin, le document laisse ouverte la possibilité d'imposer l'installation de panneaux solaires.

Environnement

Le DEFRA précise les modalités d'application de son dispositif de lutte contre la déforestation illégale importée

Le ministère chargé de l'environnement a précisé les [modalités d'application de l'interdiction d'importation de produits ayant contribué à la déforestation illégale](#). Cette interdiction concernera 5 commodités : l'huile de la palme, le cacao, le soja, le bœuf et le cuir. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires de plus de 50 M£ devront auditer leurs chaînes d'approvisionnement et publier un rapport chaque année pour s'assurer de la bonne application de ce principe. Les commodités ayant contribué à la déforestation illégale ne pourront être utilisées pour des activités lucratives. Les entreprises utilisant moins de 500 tonnes de ces 5 commodités concernées pourront être exemptées.

Industrie

Le fabricant de semiconducteurs Pragmatic lève 182 M£

Pragmatic, fabricant britannique de semiconducteurs, a [levé](#) 182 M£ dans le cadre d'un tour de table de série D, auquel a contribué la *UK Infrastructure Bank*. L'investissement permettra à Pragmatic d'accélérer ses plans d'expansion au R-U. Au cours des 5 prochaines années, Pragmatic prévoit de construire au moins 8 lignes de fabrication, créant ainsi plus de 500 emplois dans le Nord-Est et à Cambridge.

La commission des Affaires étrangères de la Chambre des communes s'inquiète des lacunes de la stratégie britannique sur les minerais critiques

Selon un rapport [publié](#) par la commission des Affaires étrangères de la Chambre des communes, le R-U est « en retard sur ses alliés » s'agissant de la sécurisation de ses approvisionnements en minerais critiques. La stratégie britannique sur les minerais critiques, publiée en 2022 et actualisée au printemps 2023, ne serait pas suffisamment claire quant aux actions prioritaires à entreprendre pour sécuriser les approvisionnements. Les parlementaires de la commission estiment que les stratégies américaine et européennes sont plus abouties, et soulignent le fait qu'elles trouvent à s'appuyer sur des financements significatifs, ce qui n'est pas le cas de la stratégie britannique.



Transports

Flash – British Airways a déployé des outils basés sur l'IA pour fiabiliser certains aspects de son activité, notamment la maintenance des 250 appareils de sa flotte. La compagnie s'appuie sur un outil qui prédit le moment où un avion est susceptible de présenter une défaillance, ce qui permet d'effectuer des réparations de manière préventive.

Hitachi enregistre une dépréciation de 65 M£ sur la valeur de son usine de Durham dans un contexte de fort ralentissement des commandes de matériel roulant

Selon les [comptes](#) d'Hitachi pour les 12 mois de mars 2022 à mars 2023, l'usine de Netwton Atcliffe (Durham) a perdu plus des trois quarts de sa valeur. L'entreprise cite l'amenuisement de son carnet de commandes, les difficultés persistantes d'approvisionnement et les pressions inflationnistes pour expliquer cette dépréciation, tout en indiquant qu'elle ne prévoit pas de cesser la production sur le site. Pour rappel, Alstom a annoncé le mois dernier entamer des consultations préalables à la suppression de 1 300 emplois dans son usine de Derby. Hitachi indique « *travailler avec l'État sur l'opportunité pour ce dernier de placer de nouvelles commandes de matériel roulant* ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international